

Il exerce les fonctions de ministre des affaires étrangères avec une indépendance qui est favorisée par M. Grévy et approuvée par le parlement, ce qui eût été impossible du temps de M. Thiers ou du maréchal de MacMahon.

En lisant ces lignes apologétiques, on est tenté de s'écrier : Qu'est-ce que l'Allemagne va leur demander ?

* *

La presse russe continue à tenir un langage des plus fiers. Jusqu'à présent, les attaques n'avaient visé que l'Allemagne ; elle s'en prend aujourd'hui à l'Angleterre et pousse à la guerre contre l'une et l'autre puissance. Voici à ce sujet l'extrait du *Novoi Vremia*, que le *Standard* reçoit de son correspondant de Berlin :

Outre qu'elle assure la paix et les progrès de la Russie dans la steppe, l'expédition contre les Turcomans nous donne une base stratégique que nous avons longtemps ambitionnée dans ces contrées. Quoique plusieurs le désapprouvent, un conflit anglo-russe est tout bonnement inévitable. La question est de savoir, le cas échéant, quelle route l'on devrait prendre pour pénétrer dans l'Indoustan.

Suit tout un plan de campagne.

Le langage, ajoute le correspondant, tenu contre l'Allemagne est encore plus menaçant. Le *Golos* demande que l'on fasse tous ses efforts pour tenir le pays et l'armée préparés en vue d'une guerre imminente avec l'Allemagne et l'Autriche. Le *Volomesti* de Saint-Petersbourg soutient que la guerre éclatera probablement dans quelques mois et affirme brusquement que le mouvement nihiliste, qui sapé les fondements de la puissance russe, est entretenu par l'intrigue et l'argent de l'étranger.

Il n'y a pas jusqu'au *Molva*, journal financier, anti-panslaviste et doué d'une rare prudence, qui n'assure que la catastrophe est sur le point d'éclater et que le glaive de Némésis est suspendu sur la tête du prince de Bismarck.

Pour une presse qui est tenue en laisse par l'état de siège, c'est là une rare liberté d'allures.

CORRESPONDANCE ANGLAISE

L'anarchie en Irlande.—La Société nationale française.—Assassinats à Manchester et à Chislehurst ; lord Mayor's Day.

Au risque d'attirer sur moi les foudres de la Ligue agraire, il me faut bien tenir nos lecteurs au courant des événements qui se succèdent en Irlande. Le gouvernement a inauguré les mesures de répression annoncées depuis quelque temps. M. Healey, secrétaire politique de M. Parnell, a été arrêté ainsi que M. Walsh, un des membres les plus actifs de l'agitation actuelle. Mais ces arrestations ne sont pas encore motivées par les discours prononcés aux assemblées. Les deux futurs martyrs sont accusés d'avoir cherché à intimider un fermier nommé Manning, lequel avait manifesté la coupable intention de payer ses redevances ; des poursuites plus sérieuses sont commencées contre MM. Parnell, A. O'Connor, J. Dillon, T. D. Sullivan, T. Lexton, P. O'Connor, Finigan et Barny, tous membres de la Chambre des Communes. On garde le plus profond secret sur les chefs d'accusations, et les pièces de procédure ne sont même pas, dit-on, préparées à Dublin, mais à Londres ; ce qui n'empêche pas les personnes visées d'être absolument prêtes à se défendre, de même qu'elles ont toujours à leur disposition des cautions nécessaires pour obtenir leur mise en liberté provisoire ; car les choses se passent avec courtoisie et les arrestations ne sont qu'une formalité.

L'officier de police, chargé d'exécuter le mandat, prévient du jour et de l'heure à laquelle il se présentera chez l'inculpé ; ce dernier, après avoir reçu le warrant, est conduit immédiatement auprès du magistrat qui doit instruire l'affaire et qui seul a le pouvoir de laisser le prévenu libre, en acceptant les cautions présentées ; les cautions étant toujours matériellement et moralement de nature à pouvoir être refusées, séance tenante, en quelques minutes le prisonnier est relâché.

On pourrait supposer que l'accusé peut, dès lors, profiter de sa liberté pour se rendre coupable de nouveau des délits pour lesquels il est poursuivi. Mais il s'en abstient généralement, au contraire, par cette raison qu'une seconde poursuite

pour les mêmes faits entraînerait son incarcération effective.

Jusqu'ici, l'effet produit par les arrestations a été du reste absolument nul. Les discours de MM. Parnell et O'Connor sont plus violents que jamais, et le bilan criminel de la semaine, qui vient de s'écouler, se solde par trois incendies et un assassinat. Assassinat n'est pas absolument exact et amènerait sans doute une rectification ; j'aime donc mieux préciser. Une troupe d'hommes masqués est entrée, un soir chez un bailli nommé Donohoe, chargé de signifier des actes judiciaires ; et, après avoir tout brisé chez lui, a roué de coups le malheureux qui est mort de ses blessures. Il est évident que c'est Donohoe qui a eu tort, puisque aucun coupable n'a été découvert.

Il semble impossible que dans un pays civilisé, des crimes puissent se commettre chaque jour avec une impunité aussi complète, et on se demande à quoi servent les troupes et la police en Irlande. A l'assemblée de Tipperary, M. Parnell a répondu à cette question par un simple calcul qui ne rassurera pas les honnêtes gens. " Il y a, dit M. Parnell, 11,000 constables en Irlande ; on en a envoyé 1,700 dans le comté de Mayo pour tenter d'y rétablir l'ordre. Lorsque tous les comtés seront aussi merveilleusement organisés que celui de Mayo (c'est-à-dire lorsqu'on y assassinera et incendiera régulièrement), il faudra envoyer dans chaque comté une force égale de police, soit : 1,700 hommes, ce qui donnera, pour faire respecter les lois dans le pays, un chiffre de 60,000 constables que l'Angleterre ne pourra se procurer ; donc, conclut M. Parnell, organisons-nous en toute sécurité, qu'aucun fermier ne paie son loyer, qu'aucun homme ne puisse prendre une ferme dont le locataire précédent a été expulsé, et des jours meilleurs brilleront pour la patrie."

M. Gladstone, qui n'est peut-être pas convaincu de l'excellence des moyens proposés par M. Parnell, pour rendre à l'Irlande une prospérité qu'elle n'a du reste jamais eue, prépare pour l'ouverture du parlement un bill sur cette question agraire ; une des dispositions de ce bill sera de faire juger certains crimes commis à ce propos, non plus par un jury, mais par des juges nommés par le gouvernement ; M. Gladstone n'ignore pas en effet, ainsi que je l'ai dit, qu'un jury Irlandais n'oserait pas condamner même le meurtrier de lord Mountmorres, et, en attendant que tous les comtés soient parfaitement organisés au gré des désirs de M. Parnell, on dispose tous les côtés des casernes pour loger la cavalerie et l'infanterie, on recrute force nouveaux constables, qui commencent même leur service des leur engagement signé, sans être en uniforme, montant la garde en bourgeois, avec sabre au côté, fusil chargé, ce qui indique un péril imminent aussi bien que la volonté d'y parer.

On n'a pas pu vendre, à Clonburg, les quelques meubles et le peu de bétail dépendant de la succession de lord Mountmorres, il a fallu transporter le tout à Tuam, petite ville munie d'une garnison suffisante pour protéger la vente. Lady Mountmorres habite maintenant un appartement au palais d'Hampton-Court, où la reine Victoria lui a offert un asile. On sait que presque tous les appartements des palais royaux sont, de la sorte, mis à la disposition des veuves peu fortunées des anciens serviteurs de l'Etat. Bien que lord Mountmorres n'ait eu aucune charge à la cour, la reine d'Angleterre, en accordant cette faveur spéciale à la malheureuse veuve, a voulu lui donner une preuve de sympathie et manifester publiquement son horreur pour ce crime dont les auteurs continuent à rester inconnus.

* *

De divers côtés on me demande pourquoi je ne parle pas de la *Société nationale française*, et quelques-uns de mes correspondants vont jusqu'à s'étonner que je ne manifeste aucune opinion à l'égard de cette institution.

Je conviens que je croyais que cette Société, comme beaucoup de ses précédentes, avait vécu ce que vivent les roses, l'espace

d'un matin. L'assemblée qui a eu lieu a démontré mon erreur. Donc, cette Société existe ; cela signifie-t-il qu'elle vivra ? C'est une autre affaire.

Dans les statuts provisoires, je remarque un droit d'entrée de 26 fr. 25 et une cotisation annuelle de pareille somme, ce qui me paraît bien cher pour faire partie d'une Société dont le but spécial n'est que de créer des rapports d'estime et d'amitié entre tous ses membres, et dont le but général est la défense des intérêts économiques de la colonie combinée avec l'étude des questions de philosophie et de morale.

Cette Société nationale française admet aussi les Anglais ; dès lors, ce n'est plus une Société nationale, c'est une Société générale, pas française du tout ; car les Anglais reçus, pourquoi éloigner les Belges, dont les intérêts économiques sont à peu près identiques aux nôtres ? L'assemblée, qui a approuvée les statuts provisoires, n'a pas présentée les caractères d'une entente parfaite, si je m'en rapporte aux comptes-rendus. Loin de moi l'intention de décourager les promoteurs d'une idée qui peut n'être pas sans valeur ; mais mon avis sur la vitalité de la Société nationale française ne s'est pas modifiée avec le temps ; je ne perçois pas distinctement les résultats de cette création ; telle qu'elle est présentée aujourd'hui, je ne lui reconnais ni éléments d'existence sérieuse, ni avantages pour la colonie française.

* *

Les meurtriers, qui s'étaient reposés pendant quelque temps, se sont remis à l'œuvre, et la fin d'année sera fructueuse pour M. Morwood. On arrêtait, il y a quelques jours, à Manchester, un homme qui, sur une voiture à bras, transportait tranquillement et en plein jour le cadavre d'une femme en état de nudité complète, et recouvrait seulement d'une couverture. Un policeman a trouvé bizarre ce mode de transport, et a conduit au poste l'individu qui s'était chargé de cette funèbre besogne. Le cadavre était celui d'une femme âgée de cinquante ans à peu près, maîtresse d'un pharmacien de la ville, et ne portait aucune trace de violence ; le sang dont était saturée la couverture sortait du nez et de la bouche. L'enquête n'a pu dévoiler encore les causes exactes de la mort de cette femme, et le pharmacien arrêté n'a pas davantage expliqué pourquoi il avait envoyé le corps de sa maîtresse hors de chez lui, ni ce qu'il en voulait faire. L'examen sommaire, fait par les médecins, laisse croire qu'il y a eu assassinat, sans cependant l'affirmer d'une façon absolue. On est en présence d'un mystère, le mystère de Manchester, qui va donner un peu de trouble à nos détectives.

A Chislehurst, un ancien policeman, renvoyé du corps pour ivrognerie habituelle, a été arrêté en état de vagabondage. Avant d'être enfermé dans une cellule, il dit au chef du poste :

—Prenez huit hommes avec vous et deux civières, et allez dans le bois voisin, vous trouverez deux cadavres.

On crut à une plaisanterie sinistre, mais comme le vagabond insistait, on se livra aux recherches indiquées par lui et on découvrit en effet, l'un près de l'autre, le corps d'un garde-chasse et celui de sa femme ; deux vieillards que le misérable avait tués à coups de revolver. Le garde-chasse passait pour avoir quelques économies, et le vol était le but du meurtre.

L'Assurance Financière.—Comme M. Nap. Larivée est le plus ancien marchand de la rue St-Joseph, et un de ceux dont le commerce est le plus considérable, l'Assurance Financière a cru devoir lui donner le droit exclusif de donner des bons d'escompte dans cette partie de la ville. Il y a à peine quelques jours que M. Larivée a commencé à donner des bons d'escompte, et déjà au-delà de \$5,000 ont été distribués aux acheteurs. Nous ne pouvons trop recommander au public d'acheter chez les négociants qui donnent de ces bons. Ainsi, une pratique achète pour 10 cents ou \$10, le montant de son compte lui est remis en bons d'escompte, et, quand elle en a pour \$20, elle n'a qu'à s'adresser aux bureaux de l'Assurance financière, et une police lui est remise qui lui assure le montant de \$20 à une époque plus ou moins rapprochée ; aussi, tous les gens intelligents ne peuvent manquer de saisir les avantages qu'offre ce système.

M. Larivée est non seulement le seul marchand de la rue St-Joseph qui donne des bons, mais est un de ceux dont le stock est le plus considérable, ses prix sont aussi très réduits, comme peuvent s'en assurer les acheteurs en visitant son établissement, No. 363, rue St-Joseph.

SARAH BERNHARDT A NEW-YORK

New-York, 4 novembre.

Il est ma foi bien dommage que Mlle Sarah Bernhardt ne soit pas arrivée un mois plus tôt en Amérique. Je crois que si elle en eût manifesté le désir, le peuple des Etats-Unis l'eût nommée Présidente, au lieu de M. Garfield.

Ce n'est pas de l'enthousiasme, c'est du délire que notre charmante compatriote inspire à toutes les classes de la société.

Depuis Broadway, jusque dans la plus petite avenue, les boutiques ne sont remplies que de son nom. Chez les libraires : livres et brochures sur Sarah Bernhardt ; chez les marchands de porcelaines, son portrait s'étale sur toutes les assiettes ; chez les confiseurs : bonbons Sarah Bernhardt ; chez les modistes : chapeaux Sarah Bernhardt ; chez les bottiers : bottines Sarah Bernhardt, etc., et les portraits de toutes sortes : photographies, gravures, eaux-fortes, peintures. Il y en a de grandes, de petites de noires, de blanches, de toutes les couleurs et de toutes les dimensions. C'est une véritable avalanche !

A *Albemarle-Hôtel*, le propriétaire a été obligé d'engager un individu spécialement chargé de monter les fleurs, les boîtes et les cadeaux que les fabricants et les boutiquiers envoient à l'artiste, dans l'espoir d'être honorés d'une visite ou d'une lettre de remerciement.

Comme Mlle Sarah Bernhardt ne peut retourner toutes ces marchandises aux envoyeurs, elle les fait déposer dans une chambre de l'hôtel qui en est déjà à moitié pleine.

Aujourd'hui, notre aimable compatriote n'avait fait l'honneur de m'inviter à déjeuner. Au moment où nous allions nous mettre à table, le receveur en question entre, tenant un paquet à la main.

—Qu'est-ce encore ? dit Mlle Sarah Bernhardt. De grâce laissez-moi au moins tranquille pendant les repas.

Nous nous emparons du paquet, nous défilons l'enveloppe et nous trouvons une boîte élégante qui contenait un très joli corset.

Un corset — pour Sarah Bernhardt qui n'en a jamais porté de sa vie !

Toute le monde éclate de rire, et contentant et contenu sont expédiés dans la chambre.

A propos de ces envois, M. Jarrett, l'excellent impresario qui accompagne Sarah Bernhardt et qui a déjà accompagné Jenny Lind et Christine Nilsson, dans leurs tournées en Amérique, ce qui, entre nous, ne le rajeunit pas, nous raconte qu'il y a une trentaine d'année, il se trouvait à déjeuner avec Jenny Lind, dans un hôtel d'une ville des Etats du Sud, lorsqu'un domestique entra et vint prévenir la grande cantatrice qu'un monsieur la priait de venir jusqu'à la porte de l'hôtel, désireux de lui offrir quelques cadeaux.

On lui fit dire d'entrer... Impossible, il fallait que Jenny Lind prit la peine de se déranger.

Elle se lève et, appuyée sur le bras de M. Jarrett, elle se rend à la porte de l'hôtel, où elle se trouve en présence d'un des plus riches fermiers du pays qui lui amenait... douze cochons fort beaux et gras à lard.

L'article de Paris était chose inconnue dans ce pays à cette époque, et le yankee enthousiasmé par la voix de la grande artiste, n'avait rien trouvé de mieux que de lui offrir les plus jolis produits de ses fermes.

—Et qu'est-ce qu'en fit Jenny Lind ? demanda Sarah Bernhardt.

—Elles les rendit au propriétaire, répondit en riant M. Jarrett.

—Eh bien ! elle a eu tort, ajouta Sarah ; à sa place je les aurais mis en loterie pour une œuvre de bienfaisance.

Chaque fois qu'une grande artiste vient en Amérique, on crée une nouvelle série de cigares qui portent son nom. Les cigares Sarah Bernhardt à la mode en ce moment se vendent couramment 75 centimes.

Les cigares Christine Nilsson ne se vendent plus que 50 centimes. Il est